



DECLARATION

« Nous sommes aux côtés de l'Ukraine »

Paris, 28 février 2022 – 20h30

« L'être humain ne doit jamais cesser de penser. C'est le seul rempart contre la barbarie. Action et parole sont les deux vecteurs de la liberté. S'il cesse de penser, chaque être humain peut agir en barbare. », Hannah Arendt (1906–1975), La banalité du mal.

Agression de l'Ukraine : FINALTIS communique la position qui guidera ses choix de gestion

Le 24 février 2022, les forces armées de la Fédération de Russie ont déclenché une invasion de l'Ukraine, rompant de facto un période de plus de 75 ans d'absence de conflits armés directs entre états indépendants en Europe. Contrairement à ce que de nombreux « experts » annonçaient, à ce qui était vraisemblablement escompté par les agresseurs, les dirigeants et le peuple ukrainiens résistent à cette offensive ; les démocraties occidentales, membres de l'OTAN et de l'Union Européenne en tête, se sont fermement engagées aux côtés de l'Ukraine.

FINALTIS, après avoir pris toutes les dispositions requises par ses obligations fiduciaires pour gérer les portefeuilles qui lui ont été confiés par ses investisseurs au mieux de leurs intérêts, considère de son devoir, de son éthique professionnelle, individuelle et collective, et de ses responsabilités sociétales de prendre une position claire sur l'agression commise contre l'Ukraine à l'instigation des dirigeants actuels de la Fédération de Russie.

FINALTIS considère que cette agression marque une rupture historique majeure, dont l'intégration par toutes les parties prenantes de nos démocraties et de nos économies est absolument essentielle : une opposition résolue, immédiate et collective à cette agression et aux principes qui la sous-tendent est capitale afin de faire reculer les agresseurs, et d'éviter que ceux-ci ou leurs imitateurs, enhardis par le succès,



engagent une mécanique infernale qui mettrait un terme à la paix, à la liberté et à la prospérité de l'Europe, et discréditerait jusqu'à l'idée même de démocratie.

Les membres de l'équipe FINALTIS, citoyens et professionnels de l'investissement, conscients de leurs responsabilités, forts de leurs convictions et soucieux de les partager dans la plus grande transparence ont rédigé cette déclaration afin que tous leurs partenaires, prestataires, confrères et investisseurs, soient informés de l'esprit dans lequel ils souhaitent agir.

Afin de traduire sa position citoyenne dans sa pratique professionnelle, FINALTIS a ainsi pris quatre engagements, à effet immédiat :

- 1- Poursuivre la revue en cours de ses portefeuilles afin de s'assurer qu'aucune entité dont elle détient les titres n'appartient ou n'est contrôlée, directement ou indirectement, par des personnes morales ou physiques appartenant ou soutenant le régime dirigé par Vladimir Poutine ou un régime affidé ;
- 2- Conduire dans les plus brefs délais la revue de l'ensemble de son univers d'investissement afin de proposer à son Comité ESG l'exclusion immédiate de toute entité dont l'activité soutiendrait volontairement les menées néo-impériales, illégales, meurtrières et liberticides du régime dirigé par Vladimir Poutine ou d'un régime affidé, telles que l'agression en cours de l'Ukraine ;
- 3- Engager une réflexion qui, dans le respect des stricts critères financiers et extra-financiers des politiques d'investissement de FINALTIS, favoriserait les titres des entités mettant en place une politique active de refus de collaboration avec le régime dirigé par Vladimir Poutine et ses régimes affidés ;
- 4- Favoriser l'émergence d'une conscience générale, au sein du monde économique et des sociétés démocratiques, de la gravité et de la dangerosité des menées du régime dirigé par Vladimir Poutine et de ses régimes affidés, et de la nécessité d'y répondre collectivement avec la plus grande fermeté, par tous les moyens légaux.

Les membres de l'équipe FINALTIS dédient cette déclaration à leurs amis ukrainiens Aliona, Oleg, Olena et Sasha, ainsi qu'à tous ceux qui, particulièrement en Ukraine et en Russie, sont attachés au droit de chacun à vivre en paix, dans le respect de son histoire, de son indépendance, de sa liberté et de ses choix. Tous savent que la dictature kleptocratique de Vladimir Vladimirovitch Poutine est leur ennemie commune.

FINALTIS

PJ : Analyse de l'équipe de FINALTIS sur l'agression de l'Ukraine



Analyse de l'équipe de FINALTIS sous-tendant sa position sur l'agression de l'Ukraine

« Nous sommes aux côtés de l'Ukraine »

« Ceux qui ne connaissent pas leur histoire s'exposent à ce qu'elle recommence... », Elie Wiesel (1928 – 2016)

Le 17 septembre 1939, exécutant des clauses secrètes du pacte Molotov-Ribbentrop conclu le 23 août 1939 entre l'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne, l'Armée Rouge soviétique envahit, sans déclaration de guerre, la Pologne par l'est, alors que cette dernière est déjà attaquée au nord, au sud et à l'ouest par la Wehrmacht depuis le 1^{er} septembre, date marquant le début de la Deuxième Guerre Mondiale en Europe.

La Pologne vaincue le 6 octobre, l'Armée Rouge attaque la Finlande dès le 30 novembre suivant, déclenchant la « guerre d'Hiver » : les finlandais combattent un contre quatre, équipés d'armes légères contre une armée mécanisée. Lorsque les combats cessent en mars 1940, les Finlandais auront infligé six fois plus de pertes qu'ils n'en auront subies... mais devront signer le traité de Moscou, abandonnant la Carélie aux soviétiques. Les français et les britanniques attendront l'arme au pied - la « drôle de guerre » - jusqu'au 10 mai 1940 : triomphantes à l'est, les armées nazies attaquent alors la Belgique et écrasent en moins d'un mois et demi l'armée française, considérée alors comme la mieux préparée au Monde... Cinq années de guerre totale, l'engagement des Etats-Unis d'Amérique, un revirement d'alliance de l'URSS et des dizaines de millions de morts seront le prix à payer par l'Europe pour parvenir à abattre une de ses deux dictatures criminelles ; il faudra 44 ans de « guerre froide » pour abattre la seconde... Cet empire soviétique, agressif et inique, est mythifié par les dirigeants actuels de la Fédération de Russie.

L'équipe de FINALTIS est convaincue que le monde d'aujourd'hui n'a que faire d'empires anachroniques, dont les avatars passés ont ensanglanté les 19^{ème} et 20^{ème} siècles, particulièrement en Europe...



“La guerre est une poursuite de l'activité politique par d'autres moyens.”, Carl von Clausewitz (1780-1831)

Faisant sienne cette affirmation que beaucoup d'Européens croyaient obsolète, le régime dirigé par V. Poutine a mûri, préparé puis lancé le 24 février 2022 une opération militaire de grande ampleur, sur de multiples fronts, contre un état voisin indépendant, l'Ukraine.

Cette agression met fin à 75 ans de paix inter-étatique en Europe.

Comme J. Staline en Pologne, puis en Finlande, 80 ans auparavant, V. Poutine cherche à créer une « zone tampon » pour protéger son régime d'un ennemi jugé menaçant. L'Allemagne nazie était menaçante : A. Hitler promettait d'agrandir le *Lebensraum* des « aryens » par une politique de « *Drang nach Osten* », essentiellement au détriment des peuples slaves, qualifiés de « sous-hommes » voués à l'esclavage...

L'hydre dont V. Poutine souhaite « protéger » son régime est l'OTAN, l'alliance constituée en 1949 autour de plusieurs démocraties occidentales pour organiser une solidarité de défense contre toute attaque venant du Pacte de Varsovie, un « Bloc de l'Est » nouvellement formé derrière un « rideau de fer » par les dictatures communistes des pays occupés par l'Armée Rouge à l'issue de la Deuxième Guerre Mondiale. Il s'agit bien de la même OTAN qu'Emmanuel Macron jugeait « en état de mort cérébrale » le 7 novembre 2021...

Les Pologne fut la première agressée en 1939 ; l'Ukraine est la première cible en 2022.

L'Ukraine de 2022 est une démocratie et un état de droit, certes perfectibles, mais une démocratie et un état de droit tout de même ; le Kremlin la juge « incontrôlable » depuis l'éviction du très russophile président Ianoukovytch par la révolution de Maidan de février 2014.

Ni l'annexion de la Crimée (février-mars 2014), ni les troubles séparatistes dans le Donbass, région de l'est de l'Ukraine frontalière de la Russie (dès février 2014), deux opérations imaginées et orchestrées par le régime russe, n'ont conduit à une déstabilisation suffisante des institutions ukrainiennes pour faire revenir le pays dans « l'orbite russe ». Tout au contraire, au fil des alternances, la démocratie et l'état de droit se sont renforcés en Ukraine ; les envies d'Europe, modèle de prospérité et de stabilité, et d'intégration à l'OTAN, modèle de sécurité, y ont grandi. En juin 2017, le parlement ukrainien, la Rada, a fait de l'adhésion à l'OTAN (avec laquelle l'Ukraine



collabore activement depuis 2007) un objectif stratégique de la politique étrangère du pays. Volodymyr Zelensky, président ukrainien depuis mai 2019, pourtant russophone et jusqu'alors réticent, a avalisé la demande d'adhésion de son pays à l'OTAN en septembre 2020.

Le régime de Vladimir Poutine ne l'a pas plus accepté qu'il ne l'avait accepté de la Géorgie auparavant. En août 2008, à l'issue de quatre jours de violents combats, une armée russe bien moins équipée et organisée qu'aujourd'hui battit les forces géorgiennes ; la Géorgie abandonna son projet d'adhésion à l'OTAN ainsi que l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, deux « états » reconnus uniquement de Moscou, le premier abritant des bases militaires russes d'où sont parties certaines des troupes attaquant aujourd'hui l'Ukraine...

Sans crise du Covid, l'agression d'une Ukraine candidate à l'OTAN serait probablement intervenue plus tôt.

Les plans d'agression ont été mûris de longue date mais, avant d'attaquer un peuple alternativement décrit comme « frère », « cousin » ou « identique » par les dirigeants et la propagande russes, le Kremlin a pris soin d'attendre la fin des Jeux Olympiques de Pékin. L'Olympisme n'y avait pas sa part : il s'agissait plus vraisemblablement d'éviter l'irritation d'un régime communiste chinois dont les dirigeants russes se veulent les « partenaires ».



“You were given the choice between war and dishonour. You chose dishonour, and you will have war.” Winston Churchill (1874-1965), adresse à Neville Chamberlain, Premier Ministre du Royaume-Uni à son retour de la conférence de Munich (29 septembre 1938)

L'équipe de FINALTIS refuse de contribuer aujourd'hui à la mise en place d'un engrenage similaire à celui qui a brisé les peuples d'Europe il y a 80 ans.

Depuis le 24 février 2022, nous tous, européens de l'est comme de l'ouest, savons que les dirigeants actuels de la Fédération de Russie et leurs affidés de diverses fausses républiques - et vraies dictatures - ont choisi les sinistres Staline et Béria comme boussoles politiques et morales. Soucieux de ressusciter les manes d'un Empire soviétique mythifié, animés d'une farouche volonté de laver l'affront de la chute de l'URSS et du peu de cas fait de la Russie post-soviétique, et surtout conscients de leur incapacité à maintenir leurs pratiques kleptocratiques et criminelles sans élimination directe, par tous moyens, de toute forme d'opposition, ils ont minutieusement construit un contrôle total de leurs populations ; héritiers de l'arsenal nucléaire soviétique et bénéficiaires de l'intense programme de réarmement conventionnel qu'ils ont orchestré, ils sont aujourd'hui surarmés.

Convaincus de la faiblesse, voire de la décadence des démocraties occidentales, ils menacent directement la paix d'une Europe dont la liberté et la prospérité leurs paraissent d'autant plus insupportables qu'elles pourraient inspirer leurs propres peuples, et conduire, à terme, à leur éviction du pouvoir.

Depuis le 24 février 2022, nous tous, européens de l'est comme de l'ouest, devons prendre conscience du danger existentiel que représente l'expansion néo-impériale orchestrée par les dirigeants actuels de la Fédération de Russie. Nous devons comprendre que la plus longue période sans guerre inter-étatique en Europe vient de prendre fin. Nous devons prendre, individuellement et collectivement, toutes les mesures adaptées à cette réalité, aussi désagréable, inconfortable voire incongrue puisse-t-elle paraître.

Depuis le 24 février 2022, nous tous, européens de l'est comme de l'ouest, n'avons plus d'excuse pour refuser ou retarder notre concours aux peuples qui subissent au quotidien les assauts de dirigeants criminels, locaux ou voisins :

- les Ukrainiens, qui sont aujourd'hui en première ligne, dont la résistance et la combativité exemplaires semblent étonner jusqu'aux agresseurs eux-mêmes. Ils méritent beaucoup mieux que notre soutien « moral ».

- Les Russes, qui osent manifester leur opposition à l'agression en Ukraine, malgré la propagande nationaliste, le verrouillage médiatique et la répression féroce du régime poutinien.
- Les Biélorusses, les Kazakhs, les Tchétchènes et tous les peuples qui subissent le joug de dictateurs inféodés aux dirigeants actuels de la Fédération de Russie.
- Les Moldaves et les Géorgiens qui vivent déjà l'occupation de l'armée du régime poutinien sur leur territoire national.
- Les Lettons, les Lithuaniens, les Estoniens, les Polonais et les Roumains, bien que leurs pays soient membres de l'OTAN, et les Finlandais, dont le pays n'appartient pas à l'OTAN, qui connaissent l'intimidation permanente de voisins belliqueux et savent qu'ils peuvent, à tout moment, être les prochaines victimes d'un programme d'agressions.

Depuis le 24 février 2022, nous tous, européens de l'est comme de l'ouest, devons agir lucidement pour refuser les erreurs similaires à celles commises par nos démocraties il y a 80 ans : attermolements, déni de réalité, collusion, lâcheté... Ces erreurs, si nous devons nous en rendre de nouveau coupables, seraient tout autant exploitées par des dictatures prédatrices dont seuls les visages ont changé.

Depuis le 24 février 2022, les membres de l'équipe de FINALTIS pensent que, en tant que citoyens et professionnels de l'investissement, alors que la Chine, tout à son « partenariat » avec la Russie de V. Poutine (et les yeux rivés sur Taiwan...), l'Inde et bien trop de pays hors d'Europe s'abstiennent de condamner l'agression en l'Ukraine, alors que le dictateur V. Poutine met en œuvre jour après jour sa politique d'agression croissante, en actes et en paroles, allant jusqu'à agiter le spectre d'un conflit nucléaire, la seule attitude rationnelle et porteuse d'avenir est un soutien sans faille aux dirigeants des démocraties occidentales dans leur engagement aux côtés de l'Ukraine :

« **Nous sommes aux côtés de l'Ukraine.** » - Egils Levits (Président de la République de Lettonie), 15 février 2022

« **La France se tient aux côtés de l'Ukraine.** » - Emmanuel Macron (Président de la République Française), 24 février 2022

« **Nous sommes aux côtés du courageux peuple ukrainien.** » – Joseph R. Biden (Président des Etats-Unis d'Amérique), 24 février 2022

Depuis le 24 février 2022, **nous tous, européens de l'est comme de l'ouest, devons être aux côtés de l'Ukraine.**

L'équipe FINALTIS